

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le communisme national et les
chances du socialisme

par Roger HAGNAUER

Le refus de libérer l'Est européen

par Robert LOUZON

Psychologie du travail à la chaîne

par René LE BRAS

Chronique de l'Union des Syndicats

par R. GUILLORE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 413 - Janvier 1957

Le communisme national et les chances du
socialisme

R. HAGNAUER

Parmi nos lettres

Salaires et prix (G. Fontaine). — Le canal
de Suez et le colonialisme (Joseph Djou-
kitch). — Sur Nasser et l'Égypte (J. La-
plaud). — Les Arabes n'auraient rien ob-
tenu si... (A. Parienty).

Notes d'Economie et de Politique

Le refus de libérer l'Est européen. — Le
refus de laisser libre le Proche-Orient. —
Le pape, chef politique de la chrétienté.
— Brentano et Pineau aux ordres. — Der-
niers échos de la criminelle aventure ..

R. LOUZON

Lettre de Tunis

J.-P. FINIDORI

Chronique de l'Union des syndicalistes ..

R. GUILLORE

La conférence de Barton.

Information... dirigée ou mensonge par
omission

A. HEBERT

L'homme de gauche devant la guerre

J. L.

Psychologie du travail à la chaîne

René LE BRAS

Cercle Zimmerwald.

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1^{er} DECEMBRE. — Violentes explosions à
Nedroma (frontière algéro-marocaine : 25 per-
sonnes tuées.

MARDI 4 DECEMBRE. — L'Assemblée générale de
l'O.N.U. par 54 voix contre 10 et 14 abstentions
demande à la Hongrie de recevoir des observa-
teurs.

MERCREDI 5 DECEMBRE. — Le gouvernement dé-
cide la dissolution des conseils généraux et des
municipalités algériens.

JEUDI 6 DECEMBRE. — Manifestations féminines à
Budapest.

Le Tribunal militaire de Meknès (Maroc) pro-
nonce trois condamnations à mort dans l'affaire
des massacres de Français.

Aux Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire,
la C.G.T. perd 30 % de ses voix au profit de F.O.

VENDREDI 7 DECEMBRE. — A Budapest les blindés
soviétiques tirent sur les manifestants.

SAMEDI 8 DECEMBRE. — Programme américain d'ai-
de à l'Europe : 1 milliard de dollars d'emprunt.

DIMANCHE 9 DECEMBRE. — Le Conseil central ou-
vrier hongrois décide la grève générale. Le gou-
vernement proclame la loi martiale.

LUNDI 10 DECEMBRE. — Réunion du Conseil Atlan-
tique.

MARDI 11 DECEMBRE. — Nouvelle grève générale à
Budapest.

MERCREDI 12 DECEMBRE. — Manifestations anti-
soviétiques en Pologne, à Szczecin.

L'Assemblée Nationale approuve les accords
franco-allemands par 320 voix contre 216.

JEUDI 13 DECEMBRE. — Par 55 voix contre 8 et 13

abstentions, l'Assemblée Générale de l'O.N.U. con-
damne la politique soviétique en Hongrie.

VENDREDI 14 DECEMBRE. — Admission du Japon
à l'O.N.U.

Réunion du Conseil de l'Europe.

SAMEDI 15 DECEMBRE. — Discours du ministre Ga-
zier à l'Assemblée Générale des syndicats médi-
caux.

DIMANCHE 16 DECEMBRE. — M. Nehru, chef du
gouvernement indien, arrive à Washington.

LUNDI 17 DECEMBRE. — Réunion du Comité Cen-
tral du Parti communiste russe.

SAMEDI 22 DECEMBRE. — Deux centres du nord-
Constantinois harcelés par des bandes rebelles.
L'évacuation de Port-Saïd est achevée.

DIMANCHE 23 DECEMBRE. — Elections au Came-
roun d'une assemblée nationale.

MARDI 25 DECEMBRE. — Rébellion militaire à Su-
matra.

Nombreux attentats dans les villes algériennes :
Constantine, Alger, Blida.

MERCREDI 26 DECEMBRE. — Le Presidium du So-
viet Suprême de l'U.R.S.S. remanie la direction
économique.

Aït Ali, président du Conseil Général d'Algérie,
grièvement blessé par un terroriste.

JEUDI 27 DECEMBRE. — Approbation par le Parle-
ment des traités franco-allemands.

A la Commission administrative de l'U.G.T.T.,
Ahmed Tili est nommé secrétaire général en rem-
placement de Ben Salah.

VENDREDI 28 DECEMBRE. — Assassinat de M. Fro-
ger, président de l'Interfédération des Maires d'Al-
gérie.

SAMEDI 29 DECEMBRE. — Violentes manifestations
françaises à Alger, lors des obsèques de M. Fro-
ger. Plusieurs morts musulmans.

LE COMMUNISME NATIONAL et les chances du socialisme

Nous avons souvent réagi contre le mépris des études historiques qui semble caractériser la jeunesse révolutionnaire, résolue à se libérer du passé.

Il est vrai que les prétentions de la génération installée opposant ses positions acquises et ses partis pris aux ambitions de la génération montante justifient la révolte des cadets contre les traditions et les dogmes que l'Histoire devrait confirmer.

Il n'est pas moins vrai que l'on abuse des « lois historiques » admises comme démontrées à priori pour expliquer et approuver toutes les monstruosité inhumaines.

Cependant ces prétentions et ces abus ne résistent guère à l'objectivité historique — forme supérieure de la probité intellectuelle — et l'Histoire en expliquant les faits présents, non par des causes « logiques ou métaphysiques », mais par l'évolution du passé au présent et surtout par le rythme de cette évolution, peut nous débarrasser des « idées toutes faites » et des « vérités préfabriquées ».

VERIFICATIONS EXPERIMENTALES

Par exemple, a-t-on le droit de débattre encore du socialisme, de ses thèses, ses aspects et ses tendances sans examiner d'abord les expériences vécues depuis près de quarante ans ?

Ce qui ne veut pas dire qu'il faut négliger les doctrines. Il s'agit au contraire de les vérifier. De confronter à chaque étape importante ce qu'ont dit « les meneurs de jeux » et ce qu'ils ont fait. Ce serait grandir démesurément les dictateurs « socialistes » que d'attribuer à leur seule volonté un pouvoir déterminant sur les choses. Mais lorsque Lénine, Staline et Tito parlaient en 1921, en 1939, en 1950, ils voulaient justifier ce **qu'ils projetaient par ce qui était**. A ce titre, leurs déclarations nous intéressent — compte tenu (surtout pour le second) des alibis et des thèmes de propagande.

Dans son grand article « L'impôt alimentaire » de 1921, Lénine voulait justifier le passage du communisme de guerre à la Nouvelle politique économique (la NEP).

Dans son discours du 10 mars 1939 au XVIII^e Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., Staline voulait justifier le renforcement de l'appareil répressif de l'Etat, « **quoique l'exploitation capitaliste n'existât plus en U.R.S.S.** » (sic !).

Nous apprenons aujourd'hui que Tito, dans un discours du 26 juin 1950, a justifié un tournant peut-être décisif dans l'évolution de l'économie et du socialisme yougoslaves.

Un souvenir personnel éclaire cette rétrospective.

Revenant des Etats-Unis en septembre 1950, je rencontrais un ami revenant de Yougoslavie. Nous échangeâmes de rapides « impressions d'ensemble » : « **Difficile de parler du mouvement ouvrier américain, car ce que font nos camarades vaut infiniment mieux que ce qu'ils disent. — Aussi difficile de parler du socialisme yougoslave, car ce que disent nos camarades vaut bien mieux que ce qu'ils font.** »

J'avais souri. J'avais tort. Mon ami avait senti — ce qui est aujourd'hui évident — que le socialisme yougoslave a pris à ce moment-là son caractère original.

LA N.E.P. DE TITO

Tito peut se référer à Lénine. Et le titisme s'apparente en effet à un « léninisme » rajeuni. Ce qui

ne veut pas dire à une doctrine léniniste qui n'a jamais existé que dans les arguments polémiques échangés par les héritiers et les successeurs de Lénine.

Celui-ci, génie intuitif, n'a jamais voulu reviser ou même prolonger Marx. Il a simplement repéré le « moment » de l'action efficace aux points décisifs.

Le communisme de guerre, de 1917 à 1921, appliqué dans un pays ruiné par la guerre étrangère, dissocié par la guerre civile, tendait à mobiliser toutes les ressources et tous les hommes, et à les utiliser **totalemment** dans le minimum de temps, par ordre d'urgence. Il aboutissait à **une centralisation absolue, à la militarisation, aux réquisitions**. La prise du pouvoir politique en apparaissait comme la condition primordiale et comme le principe déterminant.

La NEP tendait au contraire à normaliser la production et la répartition. Elle limitait le secteur « nationalisé », offrait « des concessions » au capitalisme étranger, soumettait les entreprises aux règles d'une gestion rentable, n'imposait aux paysans propriétaires que les contributions indispensables. La NEP ne pouvait réussir que par le consentement volontaire des ouvriers et des paysans, la solidarité internationale concrète, l'effort constant de l'appareil d'Etat. Est-ce son échec qui explique le stalinisme ? Est-ce l'omnipotence stalinienne qui a provoqué son échec ? Il n'est pas encore temps de conclure sur ce point.

DU MYTHE DE L'INDUSTRIALISATION HEROIQUE A LA GESTION OUVRIERE

Une étude de M. Ernst Halperin : « La Russie va-t-elle vers le titisme » parue dans « Problèmes du Communisme » septembre-octobre 1956, établit — avec une objectivité suffisante — la signification du tournant titiste.

Quoi que puissent prétendre certains « gobe-mouches », la rupture de 1948 entre la Yougoslavie et l'empire stalinien n'a été provoquée ni par les tendances démocratiques de Tito, ni par une rébellion contre le totalitarisme politique, ni par les « intrigues » occidentales. Tous ces éléments — s'ils ont joué — ne sont apparus « qu'après coup ».

La sécession yougoslave, le « complot » hongrois de Rajk, les grèves dans les camps de concentration, la déstalinisation, les manifestations de Berlin en juin 1953, de Poznan, les initiatives de Gomulka, la révolution hongroise — tous ces événements historiques et tous les mouvements que nous ignorons encore expriment **la double opposition à l'industrialisation « totalitaire » de la Russie et au colonialisme moscovite**.

La Yougoslavie de 1948 était soumise aux servitudes draconiennes conçues pour intégrer définitivement l'économie yougoslave dans l'empire stalinien. Cette répartition des « tâches » selon les besoins impériaux imposait naturellement une étroite coordination entre les différentes « provinces » de l'empire.

Le système stalinien fonctionnait selon une implacable logique. Par priorité, il fallait d'abord tout subordonner aux nécessités stratégiques et à l'organisation militaire du glacis.

A l'intérieur de l'empire, tous les courants commerciaux passaient par Moscou, ce qui interdisait les relations directes entre les satellites. Le czar rouge

asservissait les économies nationales, par le jeu du paiement des réparations, par l'institution de sociétés mixtes dont le capital appartenait pour parts égales à l'Etat soviétique et à l'Etat vassal. Et pour que cette vassalisation soit absolue, Staline liquidait les staliens indigènes pour les remplacer par des agents parachutés de Moscou.

Ce sont là des vérités dont l'évidence longtemps niée ou négligée éclaire le phénomène de déstalinisation (1).

La Yougoslavie ayant conservé son équipe gouvernementale, formée hors des cadres de l'Armée Rouge, a pu s'arracher au système impérial. **Mais alors elle a subi le blocus économique le plus strict en l'Europe orientale.** De 1948 à 1950 — pour maintenir l'autorité du parti — elle demeura soumise au mythe du plan quinquennal, au gigantisme de l'utopie industrialisation, aux projets « héroïques » : assèchement du lac Scutari, construction d'un nouveau Belgrade, réalisation d'un autostrade de 400 kilomètres, édification de barrages, de centrales électriques, d'usines. Avec comme naturel corollaire, la collectivisation de l'agriculture qui — comme en U.R.S.S., comme en Chine — devait assurer à l'industrie de nouveaux contingents de main-d'œuvre, « **nationaliser** » la production agricole, **empêcher la formation d'une classe paysanne, indépendante** (2).

L'échec fut à la hauteur des ambitions. Une production planifiée dont le prix de revient ne comptait pas aboutissait à la pénurie de marchandises. Le ravitaillement basé sur le rationnement aboutissait dans les villes et même dans les villages à la disette, à la rareté de la viande, des matières grasses, même du pain. L'inflation monétaire aboutissait, malgré les artifices gouvernementaux, à la chute verticale du dinar (pour un dollar, 50 dinars au marché officiel ; 700 ou 800 au marché libre et noir).

Beaucoup plus rapidement que la Russie, la Yougoslavie subissait un déséquilibre économique analogue à celui provoqué par le communisme de guerre sous Lénine et par la « superindustrialisation » de Staline.

Mais la rapidité du « renversement des valeurs », la brutalité du tournant de 1950 laissent supposer que le gouvernement titiste avait prévu l'absurdité d'une expérience dont il voulait tirer parti pour justifier son revirement doctrinal.

Ce qui a été condamné en 1950 c'est l'économie planifiée et centralisée, c'est l'autarcie, c'est le centralisme. C'est-à-dire tout ce qui soumettait l'économie à une volonté unique dite socialiste. On est revenu tout simplement à cette notion élémentaire de la rentabilité de l'entreprise, qui doit, sans aucune intervention artificielle, conquérir et garder sa place sur le marché intérieur. Et comme il ne pouvait être question de rendre leurs biens aux capitalistes — d'ailleurs inexistantes ou disparus — on a confié aux ouvriers la responsabilité de la gestion.

Le conseil ouvrier, élu par le personnel de l'entreprise, en vertu de la loi du 28 juin 1950, établit le plan annuel de production, fixe les normes mensuelles, rédige des règlements, surveille l'administration, décide des nominations aux postes de direction, peut même répartir les bénéfices d'exploitation.

LA « LIBRE ENTREPRISE », CONTRAIRE AU MONOPOLE CAPITALISTE, PEUT-ELLE VIVRE EN ETAT SOCIALISTE ?

Il semble donc que l'on ait instauré en Yougoslavie un régime véritablement socialiste, c'est-à-dire **une gestion directe des entreprises par la collectivité des ouvriers et employés.** En principe, ceux-ci sont responsables de la position de l'entreprise sur le marché. Ils participent aux bénéfices et supportent la charge des déficits.

Une telle méthode (3) représente évidemment un progrès réel sur le système stalinien où tout est di-

rigé par une bureaucratie omnipotente. Ce serait même la première grande initiative socialiste du régime. En dépit des théoriciens socialistes qui opposaient dès leurs premières démarches l'organisation de l'économie à l'anarchie capitaliste. Alors que l'on associe encore la libre entreprise et la libre concurrence au capitalisme sans ajouter qu'il s'agit d'une étape du capitalisme depuis longtemps dépassée. C'est-à-dire que l'on juge une personne mûre sur une photo de sa première enfance. La libre concurrence n'a dominé le marché que lorsque les capitalistes appliquaient la loi d'airain des salaires et réduisaient sans résistance les salariés au « minimum vital » — lorsque le contrat de travail demeurait une imposture légalisée, car il n'y avait pas d'équivalence — même relative — entre les contractants, entre le patron et le prolétaire. **Et cette liberté avait pour objectif la conquête du marché, c'est-à-dire le monopole et donc la suppression de la concurrence.**

Le capitalisme d'Etat, demeurant seul propriétaire des entreprises, peut-il accorder aux entreprises un droit de libre gestion, peut-il tolérer ou encourager la libre concurrence des entreprises socialisées, c'est-à-dire accomplir ce que le capitalisme monopolisateur a détruit ?

On répond affirmativement en se basant sur l'exemple yougoslave. Admettons que celui-ci soit tel que Tito l'a défini en son discours de juillet 1950. Ce ne serait pas encore une démonstration irréfutable de la supériorité du socialisme. Il faudrait encore que les entreprises socialisées et l'économie socialiste supportent la comparaison avec le système capitaliste par cinq critères :

- 1) Production plus avantageuse.
- 2) Possibilité plus grande d'adaptation aux progrès techniques.
- 3) Amélioration constante du sort des ouvriers et suppression de tout parasitisme.
- 4) Possibilité d'investissements suffisants dans des services publics « gratuits ».
- 5) Possibilité d'intégration dans l'économie mondiale, de prolongement hors de la nation.

Que ces critères ne soient pas encore favorables au système socialiste fonctionnant dans un pays relativement arriéré, appauvri par la guerre et la colonisation stalinienne, on l'admet facilement et on n'en tire pas argument.

LES CONDITIONS SOCIALISTES DE L'EXPERIENCE

Mais dans le cadre choisi par le gouvernement titiste, pour que le système représente plus qu'un progrès sur le dirigisme totalitaire, une étape dans la voie du socialisme, il faut que cette expérience de gestion autonome des entreprises s'accomplisse dans les conditions les plus favorables.

Il nous suffit, pour formuler celles-ci, de déterminer si les « chances » du capitalisme libéral, lors de la révolution industrielle du XIX^e siècle, sont ac-

(1) Nous reviendrons sur cette question de l'industrialisation des satellites. Nous avons déjà prouvé qu'il ne s'agissait pour Staline — comme auparavant pour Hitler — que de pillage des ressources naturelles et d'utilisation d'une main-d'œuvre servile pour produire ce qui manque à l'U.R.S.S.

(2) La collectivisation forcée est d'abord une opération politique. En Chine aussi. Il est d'ailleurs illogique de socialiser avant d'avoir produit les moyens techniques d'une agriculture industrialisée.

(3) La gestion directe peut être discréditée, lorsque l'entreprise est développée ou contrariée par des interventions arbitraires. Se souvenir de l'expérience des Ateliers Nationaux de 1848, dont le ministre bourgeois Marie voulait tirer la démonstration de l'absurdité des thèses du socialiste Louis Blanc que l'on avait d'ailleurs grossièrement déformées.

cordées à cette forme d'économie socialiste, ce qui ruinerait tout espoir dans un progrès du socialisme.

La tendance au « monopole » est-elle exclue du développement des entreprises, n'est-elle pas favorisée par des interventions arbitraires ? M. Halperin n'en semble pas convaincu.

La classe ouvrière ne peut-elle supporter toute la charge de la libre concurrence ? En d'autres termes, les intérêts ouvriers ne sont-ils pas confondus avec ceux de l'entreprise ? Sans doute les ouvriers interviennent dans l'administration de celle-ci. Mais on ne peut se contenter d'une identification abstraite. Même composé de représentants ouvriers, le comité de gestion, soumis seulement à des élections périodiques, ne peut agir comme un organisme ouvrier. N'est-il pas indispensable qu'en face de lui le syndicat garde la charge permanente des intérêts ouvriers ? La question vaut d'être posée, car elle a fortement préoccupé les syndicats hongrois, avant et après le coup de force « kadariste ».

Enfin — et c'est l'essentiel — l'Etat-proprétaire cumule les pouvoirs de l'Etat et les droits du propriétaire. C'est évidemment normal, à la condition que l'autorité de l'Etat ne confère pas au « propriétaire » des droits exorbitants. **La légalité doit protéger le citoyen et le producteur contre l'arbitraire. Les rapports entre le propriétaire et le gestionnaire doivent s'inscrire en des contrats librement débattus.**

Inutile de préciser que par son caractère même l'Etat yougoslave échappe aux règles statutaires et contractuelles. Son omnipotence ne semble pas diminuée par le tournant de 1950. L'Assemblée nationale — dont l'élection n'est pas assurée par la libre compétition des partis — vient de voter le « plan social » de 1957 qui prévoit une augmentation des salaires dont la « progressivité » consacrera et rehaussera la hiérarchie. L'Etat décide des investissements. Ce qui implique que les comités de gestion ne disposent pas librement des bénéfices des entreprises, que ni par les comités de gestion, ni par les syndicats, les ouvriers ne peuvent agir pour la défense et l'augmentation des salaires.

LE MONOPOLE DU PARTI CONTRAIRE A L'EXPERIENCE SOCIALISTE

Mais, pour contester le caractère socialiste de l'expérience, nous pouvons formuler une objection de principe, beaucoup plus importante.

Si la démocratie ouvrière était réalisée dans l'entreprise, les servitudes étatistes et dirigistes — si lourdes qu'elles fussent — ne seraient que des survivances, maintenues à titre exceptionnel et provisoire.

Mais si cette « démocratisation » des entreprises ressemble à celle du régime soviétique, instaurée par Staline lui-même, elle n'a pas d'autre signification que celle d'une couche de peinture fraîche sur la façade d'un monument intact. Elle représentera un assouplissement du système et non son antithèse.

Il n'y a pas de démocratie, lorsque les élections ne sont pas précédées par la liberté des candidatures, la libre confrontation des programmes, lorsque le choix des électeurs reste strictement limité. Pas de démocratie, sous le régime du parti unique, avec liste unique de candidats. Pas de démocratie, lorsque dans l'entreprise, comme dans les assemblées législatives, un groupe fortement discipliné, jouissant d'un monopole exclusif, influence souverainement les électeurs et les élus. Qu'importe même que le directeur de l'entreprise soit élu par le personnel, si le choix préalable dépend d'un parti qui dispose, hors de l'entreprise, de tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et répressifs (4).

Or, c'est bien sur les 600.000 membres de la Ligue des Communistes encadrant les 7 millions de membres de la Ligue des travailleurs socialistes que s'appuie Tito pour gouverner. Et rien ne prouve qu'au

sein de cette phalange, le culte de la personnalité soit aboli. L'iconographie officielle en Yougoslavie multiplie les images du chef dont le nom s'inscrit en lettres monumentales sur le plus haut sommet du pays.

Tito se réclame de Marx et de Lénine qui ont prévu le dépérissement de l'Etat, lorsque les conditions du socialisme seront réalisées. Mais il ne s'agissait pas des pouvoirs économiques de l'Etat — qui ne semblent avoir été prévus, ni par l'un, ni par l'autre, comme moyens du socialisme (5). Il s'agissait des forces de coercition de l'Etat, qui devaient s'affaiblir et disparaître, lorsque la lutte des classes aurait atteint son terme. Or, le socialisme de Tito dépend d'un Etat militaire et policier, soumis à un parti unique dont les membres et surtout les chefs ne peuvent subsister que parce qu'ils représentent l'Etat.

Tant que cette omnipotence d'un parti et d'un chef ne disparaîtra pas, le titisme ne représentera pour nous que la révolte d'un « parti national » contre un Etat impérial — qu'une adaptation du « socialisme » totalitaire aux nécessités d'une économie normalisée. C'est dans une tout autre direction que nous chercherons l'orientation du socialisme ouvrier.

MISERE YOUGOSLAVE PERSISTANTE

Ceux qui reviennent de Yougoslavie et qui ne se laissent pas abuser par le luxe des hôtels destinés aux touristes étrangers sont frappés par la misère des habitants. « Même dans la population la plus misérable d'Afrique du Nord, je n'ai jamais vu des vêtements aussi loqueteux, me dit un ami algérien. En Bulgarie, où la misère est terrible également, on ne voit pas de gens aussi lamentablement vêtus qu'en Yougoslavie. »

Pour être juste, on ne doit pas oublier que la Yougoslavie a subi pendant la guerre des pertes plus lourdes que celles de tout autre pays d'Europe : pertes en vies humaines 10,8 % de la population, et 10,2 % de survivants des camps de prisonniers, des camps de déportation, des convois de travailleurs forcés, etc. Les pertes matérielles ont été évaluées à 9.100 millions de dollars, soit 17 % des pertes subies par les pays alliés. Les industries métallurgiques, chimiques et textiles ont été réduites à moins de 50 pour cent de leurs installations.

Cependant l'Allemagne de l'Ouest — terriblement ravagée en la dernière année de guerre — offre aux visiteurs le spectacle de villes reconstruites, d'industries mieux équipées qu'en 1939, d'une circulation automobile au moins aussi dense qu'en France.

En dix années de « socialisme » stalinien ou titiste, la Yougoslavie où la production industrielle a atteint (selon les statistiques officielles) 166 % de celle d'avant-guerre, souffre d'une agriculture déficitaire, d'une consommation moins que médiocre, de logements insuffisants.

Ce ne sont pas là des critiques d'ennemis du régime. Ce sont des constatations et des conclusions qui transparaissent dans les plus récents documents officiels : le discours de Tito, le discours sur la politique économique prononcé le 7 décembre 1956 devant l'Assemblée nationale par Edouard Kardelj, la résolution votée par l'Assemblée.

(4) Des logiciens ont diffusé l'idée d'une représentation de la classe ouvrière par un seul parti. Marx a dit que les communistes ne formaient pas un parti distinct de la classe ouvrière. Ce qui veut dire qu'ils adhèrent au seul parti de classe, soit les syndicats. Aucun parti basé sur une communauté d'opinions ne peut seul représenter la classe ouvrière.

(5) Marx a déjà opposé l'Etat — superstructure — à la société civile.

C'est d'abord une inquiétude grandissante quant à la situation de l'agriculture. La Yougoslavie a dû importer en 1955, 1.700.000 tonnes de blé et 400.000 tonnes de maïs. Lorsque dans un pays les paysans forment 56 % de la population, un tel déficit ne s'explique pas par une mauvaise récolte.

L'assemblée nationale constate : **le retard dans la production agricole qui, s'il se prolongeait, restreindrait les possibilités d'amélioration du standing de vie et aggraverait encore les difficultés de ravitaillement de la population et celles de la balance commerciale du pays.**

L'assemblée réclame « une politique des investissements qui sera orientée plus que par le passé, vers l'agriculture, les transports, la construction de logements, la reconstruction et la rationalisation ». C'est reconnaître la disproportion (le terme est de Kardelj) déjà signalée dans l'industrialisation de la Yougoslavie. Il faut noter, d'autre part, que 20 % du revenu national sont consacrés à la défense.

CONFIRMATION OFFICIELLE DE L'EXPERIENCE SOCIALISTE

Deux objectifs paraissent — outre l'amélioration de la consommation — orienter les plans des gouvernants yougoslaves.

D'abord la nécessité d'augmenter la productivité du travail. On parle de rationalisation et d'un système de salaires stimulant la productivité. Ce sont là des mots magiques que nous avons déjà entendus ici et qui ne lèvent pas en nous des images favorables.

Ensuite, la nécessité de développer les exportations de produits industriels et agricoles (avec la restriction pour ceux-ci des besoins du marché intérieur), afin de diminuer le lourd déficit de la balance commerciale.

Cette situation que d'aucuns jugent catastrophique, que l'on peut au moins juger inquiétante, résulte-t-elle de l'expérience de « gestion ouvrière » décidée en 1950 ?

On l'a dit ici. Et l'on a même invoqué l'incompétence d'une main-d'œuvre recrutée surtout, en ces dernières années, dans les régions les plus arriérées du pays.

Non seulement Tito et Kardelj ne reprennent pas ces « alibis » à leur compte, mais celui-ci au contraire indique comme élément défavorable : les entraves au fonctionnement des conseils ouvriers et des communes (administrées selon les mêmes normes de représentation que les conseils). « **La base matérielle actuelle de l'activité autonome des conseils ouvriers et des communes, dit-il, reste encore très étroite. Nous prenons aux entreprises et aux communes une si grande partie de leurs moyens, que les entreprises sont souvent condamnées à stagner, et les communes paralysées dans leurs efforts pour améliorer la productivité du travail, perfectionner les cadres et assurer le standing social minimum (écoles, hôpitaux, etc.). Pendant des années, on a pris ou bloqué des parts très importantes des fonds d'amortissement (à un certain moment même tout le capital de ces fonds).** »

Kardelj ne manque pas d'ajouter que ces mesures étaient nécessaires pour assurer l'indépendance du pays. Mais ce qu'il dit de la situation yougoslave confirme nos objections, justifie les critiques de Djilas, prouve le mécontentement ouvrier. Et ce qu'il dit de l'affaire hongroise, en établissant le caractère populaire, spontané de la révolte, n'a pas d'autre but que de maintenir les thèses titistes de 1950 opposées au bureaucratisme stalinien.

Malheureusement cette salutaire opposition ne suffit pas pour résoudre le problème essentiel, c'est-à-dire le monopole du parti unique. C'est peut-être en examinant de plus près la politique internationale de la Yougoslavie que l'on comprendra mieux la con-

comitance d'un Etat encore totalitaire et d'une expérience boiteuse de « démocratie ouvrière ».

LA YOUGOSLAVIE PUISSANCE DANUBIENNE

La politique yougoslave ne s'explique pas si l'on ne tient pas compte de sa situation géographique. Celle-ci l'intègre dans le bloc des pays dépendant principalement du Danube.

Il s'agit là d'un problème que nous exposerons plus largement. Cette grande voie qui unit le bassin du Rhin à la mer Noire, c'est-à-dire l'Europe industrielle à l'Europe agricole du Sud-Est, à la Russie et au Proche-Orient, porte témoignage d'un effort de progrès pacifique toujours contrarié par les exigences nationalistes et les conflits impérialistes.

L'évolution du Danube — route des invasions et des croisades — internationalisé en 1815, fleuve « autrichien » jusqu'en 1914, puis dominé par les vainqueurs de 1918, soumis à l'Allemagne hitlérienne, contrôlé enfin par la Russie stalinienne, reste quent à son aménagement, ses fonctions naturelles et artificielles, la liberté de la navigation sur ses flots, une des réalités dominantes de l'Europe.

La Yougoslavie occupe une position éminente sur son cours. En effet, des accidents géographiques ayant compartimenté le fleuve en quatre bassins séparés par des étranglements, elle occupe l'un de ses bassins et par sa situation au seuil du défilé des Portes de fer, elle s'interpose entre le Danube maritime que l'U.R.S.S. contrôle directement ou indirectement et la Hongrie en amont de laquelle le Danube par l'Autriche va vers l'Allemagne occidentale.

Hitler par la pression économique, de 1937 à la guerre, par ses victoires de 1941 avait chassé l'Occident des vallées danubiennes. **Staline a voulu prendre sa place, en créant une commission danubienne où les Etats riverains ses vassaux lui assuraient la prépondérance.**

Jusqu'en 1948 la Yougoslavie avait joué le jeu stalinien, s'opposant âprement à tous les projets des nations occidentales, d'ailleurs désarmées depuis les concessions capitales accordées par les Etats-Unis à Staline. En 1945, on avait accepté que l'U.R.S.S. occupât la rive gauche du Danube jusqu'à la frontière allemande, ce qui coupa la Tchécoslovaquie de la zone américaine d'Autriche. En 1946, sans contrepartie, les Etats-Unis restituaient aux Etats danubiens les 600 bateaux réquisitionnés lors de la capitulation allemande.

Pour mesurer les reculs de l'Occident devant Hitler, puis devant Staline, il suffit de préciser qu'en 1929, la part des nations occidentales dans le trafic danubien atteignait 87 % et leur contribution au paiement des taxes : 72 %.

SIMPLIFICATIONS ABUSIVES

On parlait beaucoup, au temps de « notre jeunesse », du vil empire austro-hongrois où les descendants de Charles-Quint opprimaient les peuples slaves.

On parlait beaucoup, pendant l'entre-deux-guerres, des pays danubiens et balkaniques classés dans « l'Europe du cheval de trait », soumis encore à un régime féodal et appelés à subir la domination des peuples industriels de l'Europe du cheval-vapeur.

C'étaient encore des simplifications et des généralisations abusives.

En fait, si l'Autriche-Hongrie était un anachronisme politique, elle correspondait à une unité économique, naturelle, axée sur le Danube. Les vainqueurs de 1918 — la France et l'Angleterre — se sont révélés incapables de réaliser sous une forme fédérale cette union danubienne imposée par la monarchie bicéphale.

Quant aux pays balkaniques, avant 1914, ils comptaient leurs achats de produits manufacturés en

Allemagne et en Autriche par leurs ventes de produits agricoles à l'Europe occidentale.

Seule, la Serbie, noyau de l'actuelle Yougoslavie, ne disposant ni d'accès à la mer ni de la libre circulation sur le Danube, handicapés par la médiocrité de ses voies terrestres et fluviales, souffrait d'une balance déficitaire. Elle exportait deux fois plus de marchandises en Europe centrale qu'en Europe occidentale. Et pour la réduire, l'Autriche-Hongrie lui imposait de lourds tarifs douaniers. On a dit de l'attentat de Sarajevo, qui, perpétré par des patriotes serbes, tua l'archiduc héritier d'Autriche et sa femme, qu'il ne fut que le prétexte du déchaînement de 1914. Il traduisait aussi l'acuité d'un conflit presque irréductible.

Mais si la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie demeurèrent des pays essentiellement agricoles, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie avaient déjà manifesté une grande capacité industrielle. D'autre part, sauf en Hongrie, la réforme agraire fut entreprise, sinon totalement accomplie, dans les pays danubiens et balkaniques. Le rendement par hectare y demeura faible (la moitié de celui d'Occident, en moyenne). Ce qui maintint dans les campagnes une main-d'œuvre excédentaire que l'on n'aurait pu d'ailleurs employer dans les villes. En Tchécoslovaquie, le protectionnisme agricole, imposé par le parti agrarien, se révéla préjudiciable au développement industriel.

DE L'EMPIRE HITLERIEN A L'EMPIRE STALINIEN

Mais si l'on accepte sans contrôle des idées générales basées sur une simplification préalable, on se garde bien de tirer des conclusions générales d'observations et d'expériences contrôlées et vérifiées, avec un recul suffisant pour l'étude objective. Ce serait cependant la tâche primordiale de marxistes fidèles à l'enseignement du maître.

Jusqu'en 1929, les rapports commerciaux entre l'Allemagne et les pays du Centre et du Sud-Est européen s'expliquaient par le jeu normal des lois économiques. Entre l'Europe du cheval-vapeur et l'Europe du cheval de trait, les échanges étaient de même nature que ceux du XIX^e siècle entre la métropole britannique et les pays colonisés ou protégés, et évoluaient, selon le degré d'industrialisation des pays fournisseurs.

Ce fut la grande crise mondiale de 1929-1930 qui, en « gelant les capitaux américains », provoqua d'abord la victoire hitlérienne en Allemagne, ensuite l'expansionnisme hitlérien dans les pays danubiens et balkaniques. Les victoires militaires d'Hitler parachèverent le processus en intégrant les territoires conquis (soit toute l'Europe centrale et méridionale à l'exclusion de la Turquie) dans un système économique soumis à une volonté politique dominante.

C'est l'intervention de l'U.R.S.S. aux bouches du Danube et ses intentions sur les Détroits et le Bosphore (les traités secrets conclus avant 1917 donnaient déjà Constantinople à la Russie) qui provoquèrent le conflit germano-soviétique de 1941.

C'est la victoire militaire de Staline confirmée par les abandons américains qui permit au monstre de Moscou de prendre la place de son ex-complice le monstre de Berlin et de réaliser à son tour un empire fermé et expansionniste.

L'exemple yougoslave suffit non pour établir mais pour illustrer cette thèse que tout confirme — étant bien entendu qu'il s'agit de déceler des tendances fondamentales qui ne sont pas toujours et partout victorieuses.

En 1933, la part de l'Allemagne dans le commerce extérieur de la Yougoslavie atteignait 13,3 %, ce qui était normal (le rapport entre les valeurs des importations et des exportations étant d'ailleurs supérieur à 4 1/2 — le maximum des importations atteint en 1931 : 19,3 % du total).

Or, en 1933 — avant la reprise mondiale — le

commerce extérieur global de la Yougoslavie était tombé de 273 millions de dollars-or en 1929 à 85, pour se relever à 155 en 1937.

En 1937 la part de l'Allemagne atteignait 32,4 pour cent des importations en Yougoslavie et 21,7 pour cent des exportations — ce qui signifie en valeur absolue une augmentation d'environ 1 à 4. Echanges réalisés à des prix artificiels (prix supérieurs à ceux du marché mondial — cours du mark supérieur à sa vraie valeur). La pratique du « clearing » plaçait d'ailleurs les États agricoles dans la position de « créanciers aux bois » devant un débiteur puissant aux décisions arbitraires.

TOTALITARISME POLITIQUE CONTRE REALITES ECONOMIQUES

Quand on veut établir l'analogie entre l'hitlérisme et le stalinisme, on insiste surtout sur l'aspect policier, dramatique des deux systèmes. Il est alors facile — sinon honnête — de polémiser sur les méthodes de « mise en scène ». Bien au contraire, les réalités économiques et sociales ne peuvent être utilisées pour les besoins de la cause.

L'évolution danubienne et particulièrement l'exemple yougoslave permettent de saisir les analogies fondamentales.

La colonisation stalinienne comme l'hitlérienne tend bien à réaliser un empire à la fois fermé et expansionniste, par la force militaire, la soumission politique, les contraintes artificielles des prix fixés par les maîtres du jeu, la spécialisation économique de chaque province de l'empire.

Pour juger le système, ce ne sont pas les résultats fragmentaires qui comptent, ce sont les manifestations de la volonté dominante. Enumérons-en quelques-uns :

1) **L'industrialisation de la Yougoslavie devait être menée ou contrariée selon les intérêts de Moscou. De 1945 à 1948, croissance anormale de l'industrie lourde. Après la scission de 1948, les titistes reprochèrent aux staliniens de vouloir bloquer l'industrialisation yougoslave, c'est-à-dire de reprendre tout simplement l'idée hitlérienne de spécialisation agricole des colonies danubiennes.**

2) **La balance commerciale de la Yougoslavie a toujours été déficitaire. Après 1948 Staline voulut supprimer purement et simplement toutes les relations économiques avec le satellite rebelle. Et voici les résultats obtenus :**

En 1947, la Yougoslavie reçoit du bloc soviétique 51,8 % de ses importations et lui expédie 49,1 % de ses exportations (6).

En 1948, les quotes-parts sont encore respectivement de 43,3 % et de 49,6 %.

Pour le premier trimestre de 1949 : 26,15 et 23,8 %.

Pour le deuxième trimestre de 1949 : 14,8 et 22,2 %.

Pour le troisième trimestre de 1949 : 3,2 et 7,7 pour cent.

Ces données numériques citées par Tito en 1950 peuvent être contestées. Ce qui n'est pas contestable, c'est le blocus de la Yougoslavie, la condamnation à l'asphyxie et à l'étouffement (7).

3) **Le procès ouvert en 1949 en Hongrie contre Rajk a confirmé l'interdiction stalinienne de tout accord direct entre la Yougoslavie et la Hongrie.**

(6) Cf. Les satellites européens de Staline, de Ygaël Gluckstein (paru en 1951).

(7) On sait que Staline a voulu orienter exclusivement le commerce des satellites vers Moscou. De 1938 à 1948, les importations de l'U.R.S.S. vers les satellites passent de 7 à 169 millions de dollars, et les exportations vers l'U.R.S.S. de 14 à 128 (2.314 % et 814 % d'augmentation).

4) La commission danubienne que la Yougoslavie avait contribué à constituer par l'élimination des Occidentaux, devient de 1948 à 1953 une machine soumise totalement à la Russie qui en profita pour entraver dans la mesure du possible la navigation yougoslave, hors de son secteur, ce qui était naturellement préjudiciable aux autres satellites comme la Hongrie et la Roumanie.

Mais celle-ci, même pendant la fameuse détente, en 1954, ne dut-elle pas interrompre brutalement, sur l'ordre de Moscou, la construction du canal du Danube à la mer, pour laquelle elle avait édifié de véritables cités industrielles.

LE REBELLE A LA TABLE FAMILIALE

Car il y eut la détente.

Si de 1948 à 1953, Tito rebelle et proscrit, ne dut son salut qu'aux produits et crédits occidentaux et aux dons américains, depuis 1953, sans rentrer au bercail, il a repris place à la table familiale.

D'abord à la Commission du Danube, où la Yougoslavie a obtenu une place prépondérante. En fait, il s'agit d'une nouvelle orientation de la politique de Moscou, et non d'un simple règlement post-mortem des haines de Staline.

Est-ce le tournant politique qui a provoqué les nouvelles tendances économiques ? Ou au contraire les revendications économiques des peuples vassalisés n'ont-elles pas imposé le tournant ? Ce serait à examiner. Mais depuis 1953 le Danube, voie vers l'Autriche et l'Allemagne, a retrouvé une partie de son trafic d'avant-guerre. Or, nous avons déjà constaté que la Yougoslavie tient sur ses rives une place prépondérante.

On a donc subi et même choyé le rebelle, qui a voulu évidemment profiter de la concurrence Est-Ouest pour conclure d'avantageux accords financiers et commerciaux, aussi bien avec l'Autriche, l'Allemagne fédérale, l'Angleterre, la France qu'avec la Hongrie, la Pologne, la Roumanie. Afin de maintenir l'équilibre, il a obtenu de l'U.R.S.S. des crédits apparemment équivalents à ceux des Etats-Unis... plus avantageux même, dit la presse post-stalinienne officielle.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? Tout semble se gâter. Les doctrines se heurtent. Khrouchtchev revient à ses vomissements staliniens. Tito allonge son réquisitoire contre la politique sociale de Staline... Sans doute la révolution hongroise explique-t-elle ce revirement. Mais en partie seulement. Nous retrouvons là l'opposition constante entre le jeu naturel des lois économiques et l'intervention artificielle de l'étatisme autoritaire et totalitaire.

Economiquement, la Yougoslavie, si elle ne veut ou ne peut s'évader du complexe polono-balkano-danubien doit se tourner vers la Pologne et la Hongrie qui peuvent ou lui fournir le charbon dont elle a besoin, ou lui apporter les moyens d'exploitation de ses richesses naturelles. Mais le titisme politique a des exigences. Il lui faut des fournisseurs et clients sûrs dont les gouvernements puissent diriger l'économie, sans être totalement soumis à Moscou. Gomulka et Kadar représentent exactement le type de partenaires désirés.

Kadar mieux que Nagy, trop perméable à des influences hétérogènes, trop attentif peut-être aux revendications ouvrières et paysannes. Mais il ne faut pas que l'intervention russe fasse de Kadar un simple Quisling...

Economiquement l'U.R.S.S. aujourd'hui peut supporter — pas cussi brillamment qu'on le prétend — la compétition internationale. Politiquement, l'empire ne peut laisser son « glacis » se détériorer, ses positions stratégiques ébranlées — et si des économies relativement indépendantes se réalisaient dans son sein, c'est la fin du monopole et des privilèges de la caste totalitaire.

D'où un avertissement qui a le caractère d'une

rapture. Et si l'on n'use pas de rouerie diplomatique, c'est parce que les antagonistes, « nourris dans le même sérail », parlent le même langage. Même si Tito n'envisage pas sérieusement de grouper sous sa direction un bloc danubien, il faut — parce qu'il est Tito — lui parler sur le ton de Staline, même si l'on ne peut être Staline.

CAPITAUX SOCIALISTES ET... CAPITALISTES

Quelle place le socialisme occupe-t-il en toute cette affaire ? Aucune... Pas plus le socialisme autoritaire que le socialisme libertaire. Car il ne s'agit pas d'expropriation d'une classe privilégiée, pas plus que de gestion ouvrière, ou d'aspirations internationalistes. Ce qui s'oppose ici ce sont tout simplement deux pouvoirs politiques, l'un national, l'autre impérial.

On peut choisir le « moindre mal »... le régime qui favorise le mieux un mouvement ouvrier.

Choix d'une position... non d'une des deux armées.

Si nous nous accrochons à cette conclusion, c'est parce que l'équivoque persiste. Au cours de la réunion de l'Union des Syndicalistes, où Paul Barton nous éclaira sur la révolte ouvrière dans l'empire post-stalinien... un camarade, certainement hostile à Moscou, lança cette sentence : « On ne peut approuver l'intervention soviétique. Cependant, il faut bien admettre la nécessité de réagir contre les crédits américains qui sont fournis pour empêcher la construction du socialisme. »

Surtout, ne manquez pas de prononcer la formule d'exorcisme... Vade retro ou Go home... contre le malin tentateur yankee... avec les trémolos convenables, les regards et la moue buccale du monsieur « à qui on ne la fait pas... qui sait de quoi il retourne ».

Evidemment l'Angleterre travailliste a largement bénéficié des dons américains, alors qu'elle engageait une politique de nationalisations. Sans doute la « cogestion » des usines allemandes n'a pas — au contraire — ralenti le débit du robinet Marshall. Mais ces Anglais et ces Allemands ! Ça, des socialistes ?... Des clergymen et des doktors...

Parlez-moi d'un socialisme représenté par un maréchal dont les décorations palpitent sur l'uniforme. C'est outreman solide et musclé.

Soit, parlons-en.

Votre socialisme... est-ce la liquidation de la féodalité terrienne ? Celle-ci commença en 1877, lorsque les grands propriétaires ottomans s'enfuirent d'une Serbie indépendante.

Est-ce l'expropriation des capitalistes ? En Yougoslavie, avant la guerre, le capital étranger contrôlait 90 % de l'industrie métallurgique, 77,9 % de l'industrie minière. Pendant la domination hitlérienne, les capitaux germaniques remplacèrent les capitaux français et anglais. Ce fut plus une confiscation comme butin de guerre qu'une expropriation socialiste.

Est-ce la nationalisation ? L'Etat yougoslave possédait avant la guerre les chemins de fer et les réseaux téléphoniques, 25 % et 90 % de la production de charbon et de minerai de fer, toutes les manufactures de tabac, de sel et de soie, contrôlait toute l'industrie sidérurgique et participait aux industries de la cellulose et du sucre.

L'aide américaine serait capitaliste ? L'aide soviétique, socialiste ?

L'U.R.S.S. vient d'ouvrir à la Yougoslavie un crédit de 54 millions de dollars pour l'achat en U.R.S.S. de matières premières (pétrole, coke, engrais, etc.), et un crédit de 30 millions de dollars pour l'accroissement des réserves monétaires. Intérêt minime : 2 % ; les crédits sont accordés pour 10 ans. C'est évidemment avantageux, pour un gouvernement qui veut établir des plans à longue échéance cela suppose cependant une confiance réciproque. Or la Yougoslavie est payée pour savoir que les contrats n'ont pas grande valeur pour l'U.R.S.S.

Les Etats-Unis ont accordé pour 231 millions de

dollars de crédits à la Yougoslavie de 1950 à 1953, ce qui a permis à celle-ci de vivre tout simplement, malgré de mauvaises récoltes et malgré la brusque rupture des liens commerciaux fondamentaux avec l'Europe orientale.

Selon la procédure instaurée, lors du plan Marshall, la contre-partie en monnaie nationale de la vente aux entreprises nationalisées et aux particuliers des produits américains est versée dans une caisse spéciale. Les fonds débouqués doivent être utilisés exclusivement dans le pays, sur accord entre les deux gouvernements. Il semble que le gouvernement de Tito n'ait pas encore utilisé cette faculté, sinon pour des sommes très faibles. « L'aide militaire » reste hors de ces opérations.

Convenons volontiers que les crédits américains ne sont pas accordés pour réaliser le socialisme. Mais, si celui-ci dépend de l'industrialisation, tout ce qui favorise celle-ci prépare l'édification socialiste. Qu'on ne s'y trompe pas. Le déblocage ne dépend nullement de conditions politiques. La discussion ne porte que sur l'efficacité économique des investissements.

C'est là que nous entrons dans le débat essentiel. Le socialisme est naturellement lié au développement de la capacité ouvrière, et non au renforcement d'un gouvernement et au maintien d'une administration d'Etat, dits socialistes. Pour que l'expérience de gestion autonome des entreprises puisse réussir, il faut un marché normal, des matières premières, un équipement industriel et des débouchés.

Depuis 1918, la Yougoslavie (et avant 1914 la Serbie) subit un déficit constant de sa balance commerciale et ne vit que par l'aide extérieure. Son industrialisation progressive liée au développement de coopératives agricoles et à l'exploitation de ses sources d'énergie n'a été entravée que par les impérialismes successifs qui l'ont asservie... et aussi par la volonté réactionnaire et les prétentions à l'hégémonie de ses gouvernants.

Ce qui reste impensable, c'est qu'elle puisse vivre en économie fermée. On peut souhaiter que se réalise une fédération danubienne et balkanique. Mais il faudrait libérer les bassins danubiens du totalitarisme moscovite. Seul persiste aujourd'hui l'espoir d'un accord avec la Pologne.

La Yougoslavie peut au contraire immédiatement jouer avec l'Autriche le rôle d'une plaque tournante entre l'Occident et le Levant. Intégrée dans l'Europe occidentale, bénéficiant de l'aide américaine, elle est bien placée pour toucher le Proche-Orient par la Grèce et la Turquie.

C'est dans cette double direction qu'elle devrait s'orienter ; et par le rayonnement d'expériences ouvrières efficaces, elle porterait ainsi aux monopoles capitalistes et au monopole totalitaire post-stalinien des coups beaucoup plus meurtriers que par des manifestations de propagande et le prestige d'un parti militarisé.

Roger HAGNAUER.

Parmi nos

LETTRES

Salaires et prix

De G. FONTAINE, du Rhône, cette lettre adressée à Guilloire :

Félicitations pour ta mise au point en réponse à Louzon. C'est sur ce terrain que devrait porter en ce moment l'essentiel des discussions concernant l'établissement d'une politique ouvrière dans la mesure évidemment où ce mot a encore un sens. Il ne suffit pas d'avoir les pieds par terre comme disent les Anglais, il faut savoir aussi parfois les mettre dans le plat. Il faut sortir des vains bavardages littéraires, politiques ou métaphysiques. Il faut nous colleter avec le réel. Ton article en est un exemple.

Et le réel est facile à déceler pour qui veut s'en donner la peine. L'économie n'est plus libre. Les mots prix, salaire, vente, achat, monnaie, etc., n'ont plus de sens, en tout cas plus le même sens. Toutes les valeurs économiques sont artificielles. Certes, les lois économiques fondamentales concernant la valeur des produits, les échanges, la distribution ne peuvent être violées impunément : les colonialistes d'Orient et d'Occident en font en ce moment la douloureuse expérience.

Il n'en reste pas moins que la classe ouvrière style Charte d'Amiens et Révolution prolétarienne ne doit pas se comporter comme un rassemblement gaulliste ou poujadiste ou comme une fédération d'exploitants agricoles. Au-dessus de la défense de ses intérêts immédiats qui, certes, doivent être défendus, elle devrait s'atteler à l'établissement d'un programme de gestion économique et social de la production et de la distribution au bénéfice égal de tous, producteurs et consommateurs, gestion qui respecterait et mettrait en œuvre les principes d'égalité et les libertés individuelles.

Et pour cela, j'estime que des questions dans le genre de celle prise par Louzon, suivie par ta réponse, devraient faire l'objet d'enquêtes et de discussions approfondies, dans nos revues, dans nos journaux, dans nos cercles. C'est sur le terrain de l'économie que ceux qui prétendent inspirer et guider le monde ouvrier doivent tout d'abord se mettre d'accord.

Et les questions brûlantes ne manquent pas qui

nécessitent des discussions et des prises de position immédiates. En voici quelques-unes que je cite au hasard.

Sur le salaire direct. — Je lis dans une revue que chez Renault les salaires indirects se sont élevés à plus de onze milliards, ce qui représente plus de 30 % des salaires totaux. Avec des proportions diverses, il en est de même dans toutes les entreprises, secteurs privé et public. Le salaire social détaché du travail, du rendement, doit-il remplacer le salaire direct rattaché à la profession ? C'est une alternative qui engage quelque peu, je crois, l'avenir du monde.

Création d'emplois par les investissements. En bref, actuellement, il y a entente pour que les investissements ne comportent ni diminution de prix, ni diminution des profits et des salaires. Dans ces conditions, on ne peut que déplacer les emplois. Si les fonds proviennent de crédits inflationnistes, on peut démarrer et créer des emplois mais tôt ou tard c'est la crise et il faut payer ; c'est le chômage et l'austérité pour ceux d'en bas.

Sur l'autarcie (nationalisme économique). — L'autarcie a été une catastrophe pour les nations européennes. Les politiques protectionnistes ont tué l'Europe. Même l'Angleterre, attachée comme un boulet à son empire, est en train de succomber. Là aussi, le monde ouvrier n'a pas compris ses intérêts, et ses militants ont adhéré aux thèses nationales. Aujourd'hui encore, c'est bien timidement et comme à regret qu'ils prêtent une attention au projet Etats-Unis d'Europe. Nos petites revues se passionnent pour le triomphe du nationalisme arabe, pour la victoire d'un colonel égyptien. Ils ne savent pas que tout cela s'accomplit aux dépens de leur niveau de vie.

Sur la rationalisation, l'automatisation (progrès technique). — Tout progrès technique doit aboutir à une augmentation de la production, donc à une augmentation des échanges, donc, en fin de compte, à une augmentation du niveau de vie. Pour tous, si la classe ouvrière veille à ce que le progrès technique s'applique aux secteurs qui concernent son bien-être. Mais pour que tout cela se passe ainsi dans la meilleure des hypothèses, il faut encore que tous les bénéfices réalisés soient en majeure partie affectés à la baisse des prix (sens absolu du mot), sinon seuls les privilégiés, parmi lesquels certains salariés, en profitent, et l'économie générale n'en tire aucun bénéfice. Il y a déplacement des revenus, mais non augmentation des revenus. Les salariés se doutent-ils qu'en acceptant le partage des profits, ils se comportent en pires capitalistes ?

